

la Confédération Générale du Patronat français se déroulaient d'interminables discussions où les arbitrages de Chautemps ne résolvait plus rien car au-dessus de la volonté de ces deux organismes reflétant la politique capitaliste, il y avait l'impondérable des mouvements ouvriers. Le gouvernement de Chautemps s'était précisément constitué pour tenter d'arrêter ces mouvements sans recourir aux expédients de Blum puisant dans les crédits de la Banque de France pour arriver à un compromis satisfaisant le patronat et permettant de renvoyer les ouvriers au travail. Il fallait un coup de fouet politique pour frapper les ouvriers, prendre des mesures énergiques et mettre un frein sérieux à leurs exigences.

La Confédération patronale s'accrocha avec art aux moindres déclarations d'autorité de Chautemps (et elles ne manquèrent point) alors que la C. G. T. cherchait la solution dans une enquête sur la production acceptée avec joie par Chautemps.

Néanmoins une vive tension entre les deux Confédérations se dessina car le patronat entamait une campagne pour adapter les 40 heures aux nécessités de la production, alors que la C. G. T. naviguait vers la rationalisation, le stakhanovisme. Ce fut le moment des titres flamboyants de l'Humanité : « Les patrons contre la loi », « contre la république », « contre les 40 heures », etc.

D'autre part, les événements internationaux n'étaient pas de nature à apporter en France une atmosphère de « concorde civile », mais plutôt le vent de la guerre faisant tomber l'antifascisme dans la plus sombre hystérie.

Et c'est précisément dans cette situation qu'une bombe explose au siège de la Confédération du patronat français. C'est tout d'abord le plus profond désarroi : la droite accuse la C. G. T. et les centristes, ces derniers accusent les fascistes. Tous tombent à bras raccourcis sur les « étrangers indésirables » et trois discours viendront, quelques jours après, préparer l'opinion publique pour les décisions de Rambouillet. Chautemps à Blois, Blum à Rouen, Bonnet à la Radio parleront du retour au calme, des « adaptations » des 40 heures de l'augmentation de la production, de la continuation de « la pause ». Dormoy préparera une

série de mesures contre les étrangers et il aura à ses côtés le Front Populaire italien qui dans son organe « La Voix des Italiens » saluera le statut juridique qui donnera enfin la « tranquillité » aux étrangers « amis » de la République.

Et pourtant, les mesures que Dormoy vient d'appliquer aux réfugiés espagnols — pour éviter des troubles en France — et ne pas charger le budget, montrent comment le coup de main fasciste de Brest est exploité. Les espagnols ayant des ressources pourront rester, mais les prolétaires pourchassés par Negrin, comme par Franco, ceux qui fuirent après les journées de Mai, devront « démocratiquement » se livrer au bourreau centriste ou à la garde républicaine.

Ainsi en sera-t-il des mesures contre tous les étrangers, militants prolétaires, luttant contre les duperies de l'antifascisme en restant sur des positions de classe. Que les ouvriers français prennent garde : en frappant les travailleurs internationalistes que le fascisme a obligé de fuir momentanément, le gouvernement Chautemps frappera leur propre idéalité de classe. Les socialo-centristes s'efforceront bien de présenter les mesures de répression comme dirigées uniquement contre les agents fascistes, mais l'expérience prouve que pour le centriste est « fasciste » celui qui n'adore pas Staline et ne jure pas de défendre jusqu'au bout la démocratie bourgeoise.

Passons maintenant aux autres décisions que l'affaire de l'Etoile a fait adopter par le Front Populaire. Dans tous les domaines, le gouvernement passe à une politique d'autorité. Et tous les partis du Front Populaire peuvent impunément masquer la manœuvre en parlant « d'autorité » contre les saboteurs du franc, de l'économie française, etc., etc. Pourtant, les déclarations de Chautemps, les applaudissements de la droite prouvent qu'enfin les conditions ont été réalisées pour brusquer l'évolution du prolétariat et l'enchaîner plus solidement à l'économie de guerre.

Au point de vue des faits, la bourgeoisie française voyait se refléter l'instabilité de la situation en France, les remous sociaux que le Front Populaire comprimait tant bien que mal, dans une instabilité du « franc flottant ». La spéculation était le produit naturel, inévitable

de pareilles situations et l'« Humanité » par sa demagogie ne faisait que dissimuler le plan réel du capitalisme : préparer les conditions pour porter un coup brusque aux ouvriers. En outre, les prévisions budgétaires pour 1938 étaient dépassées et mettaient en évidence un **boni** pouvant être versé aux armements du capitalisme français.

Le contrôle des changes — dont il fut posé la question — devenait pour le capitalisme un contrôle du mouvement ouvrier, sorte de dictature imposée par l'Etat, alors qu'en rejetant formellement cette solution on prenait les mesures pour renforcer la contrainte sur les ouvriers en s'appuyant sur leurs organisations. Il est dit clairement dans le communiqué de Rambouillet que les occupations d'usines ou les conflits se déroulant en dehors des formes de l'arbitrage sont des pratiques illégales, auxquelles l'autorité publique saura mettre fin. Par ailleurs, il est encore quelques autres mesures significatives : la rationalisation comme moyen d'augmenter la production sans toucher formellement — aux 40 heures et les dérogations éventuelles à cette loi quoiqu'en disent les démagogues socialo-centristes. D'autre part, l'homme du « Communisme voilà l'ennemi » est envoyé en Afrique française pour réprimer les menées subversives qui pour les dentistes du Front Populaire ne seraient pas les mouvements ouvriers réprimés avec ferocité, mais uniquement les menées des agents de Franco, Hitler ou Mussolini. Ici aussi les événements de Tunis sont clairs : des élèves-officiers italiens assassinent le secrétaire italien de la Ligue des Droits de l'Homme, saccagent l'appartement et parquent ensuite dans les rues. Les autorités françaises laissent à peu près faire et il n'aurait pas été étonnant de les voir s'excuser de cet « incident » près des autorités italiennes.

Allons ! Monsieur Sarraut saura faire la « sagesse » qu'on attend de lui car l'ancien ministre de l'Intérieur de Poincaré est un homme à poigne... particulièrement contre les prolétaires.

La bombe de l'Etoile est donc la bombe de la « politique d'autorité » de Chautemps et désormais les prolétaires sont avertis : il faut qu'ils produisent beaucoup sans déclencher le moindre mouvement sous peine de se heurter à la garde mobile : on comprend les bruits de crise

ministérielle car pour les socialistes la pilule à faire avaler aux ouvriers est un peu grosse.

Un autre aspect de la situation est le budget pour 1938 où, grâce aux compressions et à la nouvelle politique de Bonnet envers la Banque de France (dont les avances ont servi de support aux accords de Matignon), un boni est prévu... pour la politique de surarmement. D'une part, attaque massive contre les prolétaires, d'autre part renforcement — par ce canal — de la production des armements : ainsi on pourra continuer à parler de « reprise » économique. Mais ce fait prouve que si Chautemps continue la politique de Blum, c'est avec d'autres moyens et la parenthèse où les ouvriers français pouvaient avoir l'illusion d'améliorer leur situation grâce à la production de guerre, se ferme sérieusement.

Si l'on examine maintenant les positions extérieures de la France on y retrouve les mêmes préoccupations que sous le gouvernement Blum : localiser la guerre impérialiste mais intervenir partout pour appuyer le massacre des prolétaires. Certainement, l'aggravation de la situation internationale (conflit sino-japonais), l'évolution de la guerre en Espagne (chute de Santander grâce aux troupes italiennes et les torpillages de navires en Méditerranée) ont déterminé la France à se faire le protagoniste de la Conférence de Nyon où un nouveau statu quo fut recherché sous prétexte de faire échec aux entreprises italiennes. Enfin, la résolution de Genève inspirée par Delbos et affirmant la nécessité de revoir la non-intervention si les armées étrangères ne quittaient pas l'Espagne, représente un autre « redressement » de la politique française. Tout cela a bien plus d'importance pour le travail de mobilisation et d'union sacrée en France qu'une portée réelle sur l'arène internationale. L'impérialisme français est relié aux autres impérialismes pour coordonner le massacre de la guerre, sans mettre en danger les bases des différents Etats capitalistes : aujourd'hui le renforcement du gouvernement républicain de Negrin peut aussi trouver ses répercussions dans un renforcement de la position des pays démocratiques au sujet du conflit de la péninsule ibérique.

Le prolétariat est entré dans une phase